

CR du CA du 16 septembre 2011

Ordre du jour:

- approbation des PV des 10 juin et 8 juillet 2011
- budget 2012: délibération sur la lettre de cadrage 2012
- présentation et discussion du projet IDEX 2
- proposition pour la démarche de co-construction de l'Université de Lille
- délibérations sur la politique d'emploi
 - avis sur la publication des postes de second
 - avis sur le recrutement au fil de l'eau d'un poste de professeur
 - information sur le calendrier des élections pour le renouvellement des viviers
- délibération sur les dossiers issus du CEVU (20 mai et 1er juillet)
 - délocalisation de la Licence Eco-gestion à Hanoï (Viet-Nam)
 - délocalisation du Master MOPI à Bangui (République Centrafricaine)
 - double diplôme de la licence Eco-gestion à Timisoara (Roumanie)
 - double diplôme de Licence Pro Management des organisations et de Master de Science de gestion de l'IAE avec l'université d'Etat de New York à Alfred (USA)
 - délocalisation en partenariat avec CFI du Master International des Medias en ligne de l'IAE
- délibération sur les nouveaux tarifs du Café de l'Espace Culture,
- délibération sur la tarification du renouvellement de la carte multi-services en cas de perte ou de vol
- questions diverses:
 - statuts contrat doctoraux

1. approbation des PV des 10 juin et 8 juillet 2011

10 juin: 17 pour, - contre, - abstention 2

8 juillet: 17 pour, - contre, - abstention 2

1. budget 2012: délibération sur la lettre de cadrage 2012

PR: pour aller à l'essentiel, la dotation de l'établissement en 2011 en terme de fonctionnement nous avons eu une augmentation de 1.5% (d'autres à 3%), donc augmentations identiques pour des groupes d'universités, indépendamment des critères de SYMPA (donc non appliqué). Un peu plus que 1.5, mais lié au passage aux RCE pour assumer les nouvelles missions.

Je propose une hypothèse de précaution, en envisageant les ressources au même niveau que celles ouvertes l'an dernier.

Ressources propres en diminution depuis 2010, notamment sur les produits financiers (taux intérêt plus faible et trésorerie moins importante).

Sur ressources de transfert, prélèvement de 10% pour que les composantes contribuent aux frais d'infrastructure car dotation de l'Etat ne permet pas de couvrir coût de gaz/électricité/eau.

Je rappelle qu'il y a une contribution forfaitaire car l'IUT il y avait une dotation fléchée.

Dernière ressource, les crédits de sécurité (1M en 2010, 1.4M en 2011), je propose de conserver cette somme, si l'on a moins, on compensera. Tiens à rappeler que ces crédits sont insuffisants au regard de la taille et du nombre de bâtiments sur le campus. Heureusement qu'il y a le Plan Campus car cela permet de rénover/étendre certains bâtiments et permet d'éviter une situation catastrophique.

Contrôle plus rigoureux des embauches au niveau de la direction générale des services. Mais mise en place d'une grille de salaire qui affecte le coût de la masse salariale sur budget propre. Politique

de formation des contractuels pour aider au passage des concours. Nous sommes à un pallier et les dépenses vont maintenant diminuer.

Les charges d'infrastructure sont maîtrisées, malgré une augmentation des coûts, les efforts sur l'isolation des bâtiments et le recensement des pertes (eau particulièrement), l'augmentation reste raisonnable. Economie sur le retrait de la rue Angellier d'une partie du CUEEP. C'est une économie sensible (250k€). Et le CUEEP va être logé dans de très bonnes conditions sur le campus.

Proposition de la lettre de cadrage: pour l'essentiel maintenir le niveau de l'année passée en attendant de savoir ce que nous donnera l'Etat.

CV: sur politique emploi contractuelle, gros efforts fait, avec revalorisation faite sur les indemnisation, mais principalement sur les primes. Ne pourrait-on à un moment donné revoir la grille de progression plutôt que la partie régime indemnitaire.

RL: évolution intéressante de la présentation car il y a une vue sur plusieurs années, mais pourrait-on avoir le budget consolidé et exécution du budget de l'année passée. Permettrait d'avoir une meilleure idée de la prévision de reprise sur fond de roulement.

YS: 150k€ sur école doctorale: on abonde de nouveau, comme l'année passée, mais nous n'avons aucune visibilité sur ce qui y est fait et sur la pertinence de ce qui est fait. D'ailleurs, où en est le CIES, et la réflexion sur la formation continue des E-C ? Perdue dans les limbes du PRES ?

PR: Pour CV: politique contractuels deux volets, indemnitaire + grille salariale. Grille salariale n'est pas celle de la fonction publique pour ne pas créer une "fonction publique contractuelle". Logique de stabilisation de l'emploi. Espère bien que nous n'aurons pas un jour à décider du niveau de rémunération du salaire des personnels de l'Etat, espère bien que cela restera fixé au niveau national. Pour RL: oui, mais pas forcément au même moment. Le budget consolidé on le donne au moment du vote budgétaire. Lettre de cadrage n'est pas le même objectif: qu'est-ce que nous pouvons et devons faire ? Après, budgets composantes et labos, services, à partir de ce moment on rentre dans une logique de budget consolidé. Différence entre résultat financier et budget, effectivement pour le CUEEP il y a eu un prélèvement sur le FDR. Après, on peut en cours d'année intervenir sur le FDR si il y a un soucis (pb lourd d'un bâtiment ou pb d'une composante) via les DBM. Pour YS: bien évidemment nous avons avoir une réflexion sur les écoles doctorales, il faut faire le point. Il y a des choses qui sont faites, particulièrement avec Claudine DUMONT (mise à disposition du PRES), mené dans le cadre du PRES, travail à faire aussi sur l'ex-CIES, c'est Joël CUGUEN qui s'occupe de ça maintenant.

BD: question sur les crédits de sécurité. Puisque c'est une contribution exceptionnelle, comment faisait-on dans le passé ? Comment les priorités sont-elles définies ?

PR: en 2006 ou 2007, on a une dotation de 9M, qui a été dépensé sur 3 ans. Il me semble que durant le mandat nous avons eu 2 à 3M par an, mais 1M seulement en 2010. Le "normal" serait plutôt d'environ 3M/an. Actuellement, c'est le Plan Campus qui permet de pallier partiellement, mais avec des délais plus importants.

(NON POSE/ YS: demande à ce que l'on ait avant la fin du mandat une présentation globale de la totalité de la politique indemnitaires(BIATOS et E-C). On a beaucoup discuté les E-C (et encore, sur la PES ce n'est pas examiné en CAR comme pour les ex-PRP), quasiment rien en CA sur les BIATOS. CTP a sa place, mais anormal que cela ne soit pas présenté plus complètement en CA. Ne peut se retirer derrière les règles statutaires (CTP), les élus du CA doivent avoir une vue globale sur l'ensemble des personnels.)

YS: Réitère la demande de transmission d'informations sur les composantes (personnels, ressources

propres, nombre de formations et d'étudiants) pour poursuivre la réflexion sur le modèle de répartition. Demande à ce qu'un élu de conseil de chaque composante assiste à la commission des finances sur la préparation du budget des composantes.

PR: peut-être faudrait-il que cela soit plutôt les directeurs de composantes qui soient conviés.

CV: bien cité la différence entre dotation fixe et dotation sur projet. Certes des délais, mais surtout coup de pub/com (sur les projets) car Plan Campus date de 2007 et toujours rien de visible pour l'instant. Ces montagnes d'argent que l'on voit de plus en plus tard, fait que l'on ne rappelle plus qu'il y a besoin d'un entretien régulier.

PR: quand on montait un projet de bâtiment et que l'on avait le financement, c'était le mandat de plusieurs présidents successifs. On attendait du Plan Campus une accélération, j'espère que les processus vont s'accélérer. Pour ce qui est des universités de Lille les projets sont clairement définis, on est dans la phase de consultation des entreprises pour qu'en 2013 les premiers travaux apparaissent. Plan lancé en février 2008 et résultats fin 2008. Donc entre 2008 et 2015/16 il y aura eu 8 ans. Montre la nécessité de penser les besoins des universités suffisamment en avance.

Vote: Pour: 21, Contre: 0, Abstention: 0.

présentation et discussion du projet IDEX 2

PR: remarque sur le fait que c'est une conception totalement différente de l>IDEX1: gouvernance intégrée au projet d'université de Lille. Document est un pré-projet, travail des équipes de direction des universités. Insiste que l'on est pas sur un document recherche stricto-sensu. On affirme que l'on a besoin de cet IDEX pour accélérer la construction de l'université de Lille.

Mode fédéral, un CA n'est pas un CA de notables (directeurs et présidents) mais où il y a des élus, reste la question du mode d'élection et de désignation (pour les extérieurs). Distinguer 2 temps, la mise en oeuvre rapide du projet et un deuxième temps dans la stabilisation avec des instances pérennes. On propose un CS unique si on veut une politique cohérente à l'échelle de l'ensemble des établissements. Ne pose pas de difficultés car nos labos sont communs. Idem pour un conseil FITLV, ne se substitue pas aux CEVU. Sénat serait: CS+FITLV et à côté comité de pilotage. Statut de ce document: nous sommes en train de faire des propositions à la fois à la communauté académique des universités et à l'Etat. Si l'Etat considère notre projet intéressant, nous aurons à concrétiser ce projet IDEX dans une co-construction. Ne souhaite pas ne pas candidater car ce projet pourrait représenter une vingtaine de millions par an. Même si nous n'avons pas l>IDEX nous construirons notre projet d'université de Lille. Sur la base d'un document qui sera déposé mardi, on travaille quasiment jour et nuit. Calendrier un peu rythmé par les élections qui auront lieu en avril 2012 dans les universités. Pas de vote, juste une information puisqu'il n'y a pas présentation du document.

MJA: le sénat c'est quoi ? Et RI ? Groupes de travail pilotés par un comité de rédaction ...

PR: Sénat = CS+FITLV. RI=Relations Internationales. Point abordé après (sur GT).

BD: salut le fait que l'université réponde à cette offre, c'est important. On essaye d'avoir une stratégie. Important que cela soit formation, recherche et développement.

FG: quelques remarques par rapport au document. Sur l'objectif: est-ce que créer l'université de Lille est l'objectif ? C'est un moyen plus qu'un objectif.

CV: point le plus énigmatique, quel type de statut ? Il y a bien une question d'établissement, donc une question de statut: quels sont les pistes. On veut bien croire à ta bonne foi, mais un statut défini

clairement les choses.

PR: l'université de Lille n'est pas une fin en soi, c'est un moyen de remplir mieux nos missions de service public, mais derrière il y a des défis et des enjeux. Cela permettrait de pallier un certain nombre de faiblesses, certes nous avons des points forts, mais en matière de recherche il faut que l'on aille plus loin dans la reconnaissance de nos laboratoires, leurs budgets restent faibles. Pas beaucoup de chercheurs des organismes scientifiques. Faiblesse en matière de R&D dans la région, 0.6% du PIB dans la Région, 2% en France et objectif européen est de 3 ! La dimension coopération avec les entreprises et valorisation est très présente, mais il y a les deux, recherche fondamentale et partenariale. Ne peut faire durablement la seconde sans la première. Part des études courtes bien plus importante qu'ailleurs chez nous. Offre au niveau M et D est plus faible, on a à travailler ces aspects. Sur la FTLV, il y a eu un travail considérable. (VP CEVU Salah M: approche bien basée sur les compétences. Proposer au plus tôt toutes les connaissances sous forme de modules que l'on propose aux entreprises mais que l'on intègre dans les formations).

Il faudra de toutes façons qu'il y ait une forme juridique, comme nous ne sommes pas sur un schéma de fusion, il faudra proposer quelque chose, mais il faut que l'on réfléchisse. On pense que l'on peut mieux construire notre modèle avec un CA avec des élus + CS on pense EPCS pour l'instant, statut d'un PRES, mais on est pas obligé d'avoir les mêmes statuts que l'UNLF (imposés en partie par l'Etat). Grand établissement ne nous emballe pas. L'Etat nous dit soyez innovant mais qu'il nous impose des cadres ne permettant de le faire ... On a des doutes sur la compréhension de la partie FTLV par un jury international car nous sommes clairement en avance sur cette question.

PL: proposition, remarque générale et question. FTLV concept difficile mais voudrait rappeler que l'on doit investir des réflexions qui datent des années 90, au fond l'université doit assumer deux types de savoirs, certes des savoirs pour les compétences professionnels mais aussi des savoirs pour habiter le monde et le comprendre. Important que dans une région qui a des problèmes de culture que l'université jouent un rôle de transmission de compréhension du monde. Ce sont deux choses complémentaires. Trouve important le travail fait sur ce projet. Beaucoup de projet en France se montent sur l'idée de fusion, ce qui entraîne de grosses difficultés, préfère la voie choisie. Il faudrait mettre en avant la diminution de 3 grandes dérives: les conflits internes, la dispersion d'image et d'action face à des concurrents qui parlent d'une même voix (cf. Catho) et perte d'opportunité dans certains secteurs (?). Est-ce que l'on peut d'or et déjà agir pour que des composantes internes puissent accéder au statut d'école ? Peut-on fédérer des domaines de complémentarité, des écoles « fédératives » ?

JD: IDEX, université de Lille tout cela c'est faire qqch chose ensemble sur la FTLV et la recherche. Sais qu'il existe un document spécifique recherche, serait bien que l'on en ait connaissance. Question de structures: lorsqu'il y a plein de structures, cela m'effraie un peu. Qui fait quoi ? Un projet structuré autour de 9 projets innovants: où sont-ils ?

YS: J'allais expliquer que je voterai contre car on ne peut pas se prononcer sur un diaporama avec si peu d'information, mais tu as coupé court à cette remarque puisque nous n'avons pas à donner d'avis. Par contre, je ne vois aucune raison valable pour ne pas nous transmettre le document « en l'état » plutôt que ce diaporama.

Sur les instances décisionnelles: elles seraient mises en place en printemps 2012/septembre 2012 ? En pleine période électorale ? Y croit-on vraiment ? Aucun détail sur le "CA fédéral", CS et "CEVU" unique ... quelle composition ? Nature et rôle du comité d'orientation stratégique. Si l'on rétorque que cela relève de la co-construction qui sera faite lors des échanges entre les 3 universités, autant ne rien mettre dans cette case du projet et expliquer que cela sera défini à l'issue des travaux de "l'assemblée académique" en indiquant simplement que cela sera une organisation fédérale.

PR: université n'est pas là pour faire seulement de la formation professionnelle, mais transmettre

cette capacité à comprendre le monde. Sur dérives mentionnées, il faut que l'on soit dans une logique de dynamisme d'écoles et d'universités qui veulent avancer ensemble. Sans projet commun cela ne marchera pas. Sur évolution des structures, il faut que l'on travaille ensemble. Est-ce que l'on constitue des ensembles plus cohérents ? La réflexion a commencé depuis que l'on a décidé en conseil de faire l'université de Lille. On a une démarche à nous de faire en sorte que cela ne soit qu'un soufflet. Faire attention à ce qu'il n'y ait superposition de structures qui se neutralisent et qui soient ingérables. C'est pour cela que l'on souhaite un CS unique et un CA aussi (émanation des différents CA). CA sa compétence sera ce qui relève de l'université fédérale, mais les transferts de compétence seront bien pensés et fait progressivement. Deux réponses sur les instances: des réponses dans la note stratégique. Et texte sera diffusé dès mardi après qu'il sera figé.

CV: sur aspect périmètre, tu as eu l'habileté de définir des partenaires, mais ce qui m'intéresse c'est la proportion entre ceux qui sont dans le périmètre et à l'extérieur du périmètre IDEX. Pour ceux à l'extérieur, qu'auront-ils comme engagement de pouvoir poursuivre leur recherche ? Risque de mettre toutes ses billes dans 4/5 mots-clés. 20M d'euros, mais ce n'est pas de la masse salariale. Lorsqu'il faudra fléché des moyens humains, ils seront pris sur les budgets des établissements. Collègues du CNRS se rendent compte qu'ils perdent leur autonomie sur ces aspects. Qu'est-ce qui reste comme marge de manoeuvre pour ce qui est en dehors de l>IDEX ?

PR: FTLV concerne tout le monde, donc IDEX ne bénéficiera pas qu'à un petit sous-ensemble des établissements, cela représente 40% des moyens de l>IDEX. Sur les clusters, deux choses, périmètre n'est pas figé, les thèmes dans les labos évoluent cela sera pareil pour les clusters et l'on a une politique aussi d'émergence de nouveaux clusters. Pas dans un dispositif qui préserve un périmètre, on recherche des effets d'entraînement. Lorsque l'on discute des redéploiements chaque année, on a une logique de politique d'établissement. Cela ne changera pas. Sur les labos, on préserve les moyens financiers sur le quinquennal. Clair qu'il y aura quand même des moyens importants sur ceux étant dans le périmètre. Pas dans un modèle d'exclusion ou de sanctuarisation.

CV: pourquoi faire une assemblée particulière, on pourrait tourner avec la somme des trois CA.

(NON POSE/ YS: Je suppose que les 3 universités lilloises voteront maintenant de manière identique au sein du CA du PRES ?)

proposition pour la démarche de co-construction de l'Université de Lille

VP CA FM: constat que le premier semestre 2012 va être occupé par le renouvellement des mandatures et pas simultanément sur les établissements, mais qu'il fallait surtout qu'il n'y ait pas de rupture dans l'élan des échanges autour de ces questions d'université de Lille. Fin 2010 on a démarré le groupe inter-u qui a fonctionné pendant 7 réunions et qu'il ne fallait pas casser cette dynamique là et travailler sur les propositions faites dans ce cadre. Dans l'esprit, qqchose qui fasse un pont entre fin 2011 et début 2012 avec les nouvelles équipes/CA. Ce qui a été proposé ce sont les 4 instances: assemblée académique, comité opérationnel, comité de rédaction du site intranet commun, groupes de travail. Assemblée académique, émanation des CA, mais peut-être les CA eux même, importance que cette instance contrôle et suivent le travail fait dans les groupes de travail. Le comité opérationnel, VP CA, Lille 2 a souhaité que les VP Etudiants soient présents pour faire le lien et assurer que cela fonctionne au quotidien. Le comité de rédaction du site intranet a été demandé dès le mois de juillet et l'on a travaillé vite pour arriver à sortir ce site fin août. Dans la foulée on a réuni un groupe de personnes qui s'est un peu auto-proclamé groupe de rédaction, pour cadrer les groupes de discussions. Les groupes de travail, on sait que l'on a une liste de proposition de groupes sortis du groupe inter-u et aussi des GT proposés par Lille 2. Reviens sur intranet, à Lille 2 dès fin juillet, mise en place d'un intranet Lille 2 ou des groupes de discussions ont été mis en place, on s'est dit que l'on pouvait intégrer ce forum dans l'intranet « commun ». Si vous en êtes d'accord. Rubriques:

textes de référence (seul texte pour l'instant, note stratégique), le texte en cours, la dernière version; forum; rubrique « actualités »; rubrique « planning »; rubrique « les acteurs » pour composition des GT et leur compte-rendu; plus tard « partage d'expériences »; rubrique « historique ». Forum de discussion qui sera modéré, deux modérateurs par thème et par université. Publication anonyme si on le souhaite, mais établissement d'origine identifié. J'ai reçu 5 messages, des remarques sur la forme et notamment le bandeau de photos, on change début octobre.

MJA: prendre la parole pour dire que c'est bien.

YS: Toujours pas de date de réunion des 3 CA !

FM: on attend le vote de Lille 1 et ensuite on réunit les 3 CA. VP CA ont demandé cela aux présidents.

YS: Ce texte aurait du être voté dans le cadre d'une telle assemblée des 3 CA, cela ne lui en aurait donné que plus de sens.

Content qu'enfin on réponde à une demande faite il y a 3 ans maintenant depuis le Plan Campus de partage de documents de référence. Demande de mise à disposition sur l'intranet dans les « textes de référence »: statuts et règlements intérieurs, bilan sociaux, budgets, documents de politique envers les personnels contractuels, agenda des conseils et commissions des 3 universités, motions votées dans les conseils centraux.

Pourquoi modérer, on peut très bien intervenir après coup ...

FM: sur les 3 premières semaines, il a déjà fallu intervenir des messages hors des couls.

En ce qui concerne l'assemblée académique:

- demande de représentation de toutes les listes présentes dans les conseils / mais effectivement réunion des 3 CA serait plus simple (et je serai surpris que l'on soit trop nombreux), mais pose la question de la pérennité après les élections d'avril et la déconnexion avec les nouveaux CA
- nécessité d'un compte-rendu détaillé des réunions réalisé par un secrétaire de séance, à l'image des CR officiels de CA de Lille 1.

FM: sur assemblée; idée de faire un pont. A discuter dans la réunion des trois CA, propositions que les CA désignent des personnes qui accepteront d'aller au delà de leur mandat.

PR: oui, il faut que l'on se donne les moyens d'avancer et l'on travaillera sur cette question de compte-rendu des débats en assemblée et groupes de travail.

CV: opposé à ce que les personnes soient désignées, la chose la plus simple on regroupe les 3 CA.

PR: ce texte sera la base de la discussion de la réunion des 3 CA.

Vote: Pour: , Contre: , Abstention: . (unanimité)

délibérations sur la politique d'emploi

avis sur la publication des postes de second degré vacants

JPC: dans tableau ensemble des postes actuellement vacants ou susceptibles d'être vacants.

PL: A l'IAE nous sommes en fort déficit, depuis 3 ans nous souhaitons avoir un PRCE ou PRAG cela permettrait d'assumer les charges importantes que nous avons en enseignement.

YS: A l'IUT au département Info 2 enseignants de gestion sont partis (un MCF et l'autre directeur adjoint), un seul apparaît dans le tableau. Où est l'autre ?

JPC: ne peut pas être publié cette année, pourra l'être l'année prochaine.

CV: FSU s'était abstenu l'année passée car ces emplois n'étaient pas passés l'année passée dans la politique d'emploi générale. Souhaiterai qu'un jour on arrive à être synchrone. Pour cette raison on prendra pas part au vote.

JPC: clair que cette décision met une contrainte sur les discussions sur la campagne d'E-C, met cela se pense dans une perspective pluri-annuelle.

Vote: Pour: 11, Contre: 0, Abstention: 6.

avis sur le recrutement au fil de l'eau d'un poste de professeur

JPC: position de l'université: ne pas utiliser cette procédure. Mais lorsqu'une composante a besoin particulier, formation déstabilisée, pourvoir recruter au moins pour le second semestre, pour piloter cette formation.

JD: y aura-t-il un vivier de candidats assez important. Est-ce qu'une vraie publicité est faite ?

YS: formation déjà commencée, arrivée au second semestre ne changera pas grand chose ... ce n'est pas vraiment une situation exceptionnelle nécessitant le recours à cette procédure. Il y a sûrement des collègues qui assument la rentrée actuellement et qui peuvent faire la transition d'ici à la prochaine rentrée.

PR: fac de Sc Eco a développé des formations dans le domaine bancaire en FI et FC. Il se trouve qu'elle aurait pu anticiper mieux un besoin dans le domaine bancaire. Personne en capacité d'encadrer.

NP: peut attester que c'est un problème lourd.

Vote: Pour: 10, Contre: 1, Abstention: 6.

information sur le calendrier des élections pour le renouvellement des viviers

délibération sur les dossiers issus du CEVU (20 mai et 1er juillet)

délocalisation de la Licence Eco-gestion à Hanoï (Viet-Nam)

délocalisation du Master MOPI à Bangui (République Centrafricaine)

double diplôme de la licence Eco-gestion à Timisoara (Roumanie)

double diplôme de Licence Pro Management des organisations et de Master de Science de gestion de l'IAE avec l'université d'Etat de New York à Alfred (USA)

délocalisation en partenariat avec CFI du Master International des Medias en ligne de l'IAE

=> diplômes de centrafricaine retirés car changement en cours.

Unanimité sur le reste.

délibération sur les nouveaux tarifs du Café de l'Espace Culture,

Unanimité moins une abstention

délibération sur la tarification du renouvellement de la carte multi-services en cas de perte ou de vol

Unanimité

questions diverses:

question diffusion

PR: purement une question de droit syndical.

PS: syndicats avait déjà cette possibilité sous modération du SG. Suite à certains abus, il fallait reposer les critères pour définir qui pouvait ou pas utiliser les listes de diffusion syndicale. En plus de cela, il y avait la mise à jour des moyens en terme de locaux.

YS: Certes pour le cadre légal et ne veut pas m'immiscer dans la gestion de la CGT, mais j'estime que les listes des conseils ont autant de légitimité à pouvoir informer l'ensemble des personnels. Mon intervention ne portait pas un problème légal mais de principe pour pouvoir faire vivre la vie institutionnelle. Un message par an regroupant un court message de chaque liste avait été évoqué et cela serait déjà mieux que rien.

JD: il y a des droits syndicaux, c'est normal et légitime. Il y a aussi la réalité de notre université, des élections et des listes non syndicales sont présentes dans les conseils. Me semble normal que nous ayons la possibilité de nous adresser à nos collègues.

P.Lebegue: le fichier des personnels sera remis aux personnels qui pourront faire des tris en fonction des publics visés. Pas de modération sur ces messages là, sous réserve que chaque syndicat s'engage sur les principes de la CNIL et des possibilités de désabonnement.

PS: différence de nature entre un syndicat et une liste. On répond aux obligations des droits du travail, une liste ne correspond pas forcément à ces aspects là.

statuts contrat doctoraux

(j'ai du quitter à 18h15 pour cause logistique familiale ...).